



Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

## La proposition du Rassemblement National d'abroger la réforme des retraites est une duperie.

Sophie Binet avec la CGT fait la démonstration argumentant que la proposition de loi du RN est une « imposture sociale » sans chance d'aboutir. Naturellement, elle partage la volonté de l'abrogation, mais le projet RN n'arrivera jamais au Sénat, étant donné que le Rassemblement national n'a pas de groupe et ensuite parce qu'il n'est pas financé. Le RN a décidé d'utiliser sa « niche parlementaire » du 31 octobre, jour de l'année où il dictera l'agenda de l'Assemblée nationale, pour porter sa proposition d'abrogation. Si elle supprime le relèvement de l'âge de départ à 64 ans, sur lequel le Premier ministre Michel Barnier refuse de revenir, La proposition du RN, « coup de com' sans lendemain » « Pour abroger la réforme des retraites, il faut proposer un financement pour garantir le financement de notre système de retraite par répartition ». Le Rassemblement national fait comme si on pouvait abroger la réforme des retraites en augmentant juste le prix du tabac. N'importe qui sait que ça ne va pas tenir. Donc ce n'est pas par là qu'il faut gagner



l'abrogation », a estimé Sophie Binet. « Nous pensons qu'il faut amender

le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. » Je sais qu'il y aura beaucoup d'amendements qui vont être déposés en ce sens, a-t-elle ajouté. J'appelle le gouvernement à laisser les députés voter et à respecter leur vote, a-t-elle ajouté, à la veille de la présentation par le gouvernement de ses arbitrages budgétaires pour 2025. La proposition de loi du RN a fait l'objet de discussions au sein du NFP, partagé sur l'idée de voter un texte de l'extrême droite. La CGT se dit par ailleurs prête à aller discuter avec le gouvernement pour demander l'« abrogation » d'une réforme « injuste et antidémocratique », entrée en vigueur il y a un an, malgré des mois de mobilisation des syndicats dans la rue. Mais le syndicat entend aussi plaider pour « des mesures pour la pénibilité, parce qu'aujourd'hui c'est un scandale - il y a beaucoup de métiers qu'on ne peut plus faire après 55 ans, voire même parfois 50 ans » et pour « parler de la situation des femmes qui s'est dégradée encore avec cette réforme ». Pour le Parti communiste Il faut – Dénoncer la posture démagogique et hypocrite du RN. – En prenant en compte le rapport des forces pour mener la bataille sur le financement, en proposant durant la discussion du projet de loi de financement de la Sécurité sociale un amendement sur le financement des retraites sur des propositions précises.

### Le PCF présente son contre budget 2025



Pour écouter cette conférence presse taper cette adresse sur votre serveur.

<https://youtu.be/1kbnWfe5S9c>

# La cité Jardins quel projet de rénovation pour les locataires actuels.

**500 d'entre eux seraient déménagés pour faire des travaux dans des logements vides.**

Au conseil municipal, l'annonçait en septembre.

Dans le cadre de la réhabilitation urbaine de la Cité-Jardins, la mise en œuvre du dispositif « Quartier d'avenir - Hauts-de-Seine » a été scellée par un accord pluriannuel avec le département des Hauts-de-Seine à hauteur de 7,5 millions d'euros pour la restructuration des logements sociaux.

Le plan de financement s'établirait entre 2025 et 2031 et toucherait 529 logements, situés principalement boulevard Aristide Briand, avenues Gustave-Stresemann, Alexandre Maistrasse et l'allée des Gros Buissons.



Cela s'inscrit dans la rénovation de plus de 800 logements. Mais ce que la municipalité cache pour l'heure, c'est que pour les 529 logements répartis en 27 immeubles, il s'agit de rénovations à vide. C'est ce qu'indique l'appel d'offre de Hauts-de-Seine Habitat. Mission de maîtrise d'œuvre relative aux travaux de réhabilitation lourde en milieu vide de la Cité Jardin à Suresnes.

L'appel d'offre public : Date de parution : 06/08/2024 Ces travaux étant à réaliser en milieu libre de toute occupation. Cela signifie que 500 locataires vont être mis ailleurs. Attention, il est dans les intentions de la Droite de requalifier ces logements pour les louer ou les vendre au prix du marché, ce qui les sortirait du parc HLM.

**Mobilisez vous !**

# Parcoursup 2024 : encore des milliers de jeunes privés d'études

Comme chaque année, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a publié son bilan annuel de la plateforme de sélection qu'est Parcoursup, et les résultats sont toujours aussi inquiétants. Si les annonces relèvent plus de l'opération de communication que d'une quelconque interrogation sur le fonctionnement de la plateforme, nous pouvons y lire quelques éléments révélateurs. Cette année, 47 000 lycéennes et lycéens n'ont reçu aucune proposition d'admission après la phase complémentaire, malgré leur obtention du



baccalauréat. Ce chiffre en hausse démontre une nouvelle fois le caractère sélectif de la plateforme, qui trie les lycéens sur des critères sociaux. En justifiant cette hausse par l'augmentation du nombre d'inscrits sur la plateforme, le gouvernement nous livre un terrible aveu. Parcoursup n'a rien d'une plateforme d'orientation. C'est un logiciel de traitement des flux qui permet au gouvernement de répondre aux manques de moyens dans l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, en mettant de côté des dizaines de milliers de jeunes diplômés. Plus il y a d'inscrits sur la plateforme, plus le nombre d'élèves exclus est élevé. Cette logique d'austérité permanente est illustrée aujourd'hui par la suppression de 4 000 postes de professeurs dans le cadre de l'annonce du budget 2025, comme par la volonté de faire appel à des retraités pour pourvoir les postes non occupés après la publication des résultats des concours. Ce sont des milliers d'élèves qui voient leur avenir sacrifié par une bourgeoisie prête à tout pour parfaire ses intérêts, notamment en cassant les services publics, l'Éducation nationale en tête. Plus que jamais, les Jeunes Communistes refusent que Parcoursup continue de briser l'avenir et les aspirations de dizaines de milliers de jeunes. Nous revendiquons son abrogation ainsi que la fin de la sélection sociale. Nous souhaitons mettre en place un véritable service public de l'orientation, pour que chaque jeune puisse construire tout au long de sa scolarité un projet d'étude et de travail qui réponde à ses aspirations et aux besoins de la société. Nous souhaitons que le baccalauréat devienne la seule condition pour accéder à l'enseignement supérieur, ce qui implique un investissement massif dans l'enseignement supérieur et l'éducation nationale.

# La ville de Suresnes sera victime comme toutes les autres villes de la spoliation envisagée par le gouvernement Macron-Barnier. Mais le maire de Suresnes, monsieur Boudy, partisan avec son parti politique de l'austérité, vous imposera le recul des services et des équipements.

Après avoir supporté les baisses de dotation historiques engagées depuis 2014, après avoir subi les effets de la crise du COVID, après avoir fait face à l'inflation et à l'augmentation inédite des prix de l'énergie, après avoir été progressivement privées de toutes marges de manœuvre financières leur permettant d'assumer leur libre administration prévue par la Constitution, les collectivités locales vont ainsi voir leurs ressources ponctionnées de 5 milliards d'euros supplémentaires chaque année auxquels s'ajoutent les 1,5 milliards de Fonds vert en moins.

Ne plus pouvoir répondre aux besoins essentiels de leurs administrés. C'est la crainte qui hante les élus locaux depuis que le gouvernement a fait savoir qu'il souhaitait prélever 5 milliards d'euros sur les recettes des collectivités territoriales, dans le cadre de leur participation à l'effort de redressement budgétaire.

Pour les Hauts de Seine les projections de Bercy sont tombées comme un couperet. Entre le département, les territoires et les communes, les prélèvements envisagés par le gouvernement comme contribution des collectivités pour réduire la dette représentent plus de 100 millions d'euros pour les Hauts-de-Seine.

**Pour Suresnes l'estimation serait de 2 022 568 € sur un budget 2024 de — 164,4 millions d'euros cela représente 1, 2% de réduction.**

D'autres élus protestent et agissent, le 17 octobre, le conseil départemental de la Seine-Saint-Denis a ainsi exprimé « sa profonde inquiétude » face aux mesures inscrites dans le projet de loi de finances pour 2025, Même craintes à l'échelle régionale. Ces retraits massifs de moyens financiers ne seront pas sans conséquences sur les services publics locaux, comme le temps périscolaire dans les écoles, les équipements culturels, sportifs...

C'est une mise à mort de nos services publics locaux qui se dessine. Privées progressivement de toutes recettes, nos collectivités locales n'auront bientôt plus les moyens de fonctionner et d'assumer leurs missions au service de toutes et tous. Ne nous y trompons pas : avec elles, c'est une part de la démocratie locale et de l'exercice de la souveraineté populaire qui risque également de disparaître.

A l'Assemblée nationale comme au Sénat, les parlementaires communistes s'opposeront avec la plus grande fermeté à cette nouvelle purge qui, sous prétexte de rétablir des «



équilibres financiers », menace gravement la mise en œuvre du pacte républicain et de ses promesses sur tout le territoire.

Le PCF et ses militants se tiendront aux côtés des agents territoriaux et des élus locaux dans toutes les mobilisations pour la défense du service public local.

Nous défendrons également une toute autre gestion du budget de la nation dont la première vocation est de répondre aux besoins de nos concitoyens et de préparer l'avenir.

Nous voulons des dotations en hausse et pérennes pour les collectivités permettant de financer les investissements nécessaires pour le climat mais aussi pour l'ensemble des services publics relevant de nos collectivités tels que l'école, la petite enfance, la prise en charge du grand âge, les transports, l'entretien des routes, la culture, le sport...

Les agents de nos collectivités doivent être respectés et reconnus dans leurs métiers et dans leurs compétences. Le point d'indice doit être augmenté et cette augmentation prise en charge par l'État.

Pour cela, nous proposons un choc fiscal pour le budget de la France en augmentant les recettes par une fiscalité plus forte du capital et des hauts revenus.

Nous faisons également le choix de - privilégier la création de richesses issues du travail, de la ré-industrialisation du pays et d'investissements massifs dans les services publics.

- de renouer avec une spirale positive liée à la consommation et à la croissance de l'économie.

Nous demandons enfin la création d'un pôle public bancaire permettant à l'État de se financer auprès de la BCE à des prêts à taux zéro voire négatifs pour relever les immenses défis sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés.

## Des citoyens israéliens, appellent à une pression internationale pour qu'Israël cesse le massacre»

Plus de 1 000 Israéliens ou Franco-Israéliens, dont des universitaires et des artistes, appellent la communauté internationale à appliquer contre l'État d'Israël toute sanction possible afin d'obtenir un cessez-le-feu immédiat. Voici des extraits de ce texte. Nous, citoyennes et citoyens israéliens, résidant en Israël et ailleurs, appelons la communauté internationale – l'Organisation des Nations unies et ses institutions, les États-Unis, l'Union européenne, la Ligue arabe, ainsi que tous les pays du monde – à intervenir immédiatement en appliquant contre Israël toute sanction possible afin d'obtenir un cessez-le-feu immédiat entre Israël et ses voisins. Et cela, pour l'avenir des peuples vivant en Israël, en Palestine et dans la région... Bon nombre d'entre nous sont des militants de longue date œuvrant contre l'occupation et pour la paix et une existence commune. Animés par l'amour de notre pays et de ses habitants, nous sommes extrêmement inquiets aujourd'hui. Nous avons été horrifiés des crimes de guerre perpétrés par le Hamas et ses complices le 7 octobre, et nous sommes épouvantés des innombrables crimes de guerre commis par Israël. Hélas, la majorité des Israéliens soutient la poursuite de la guerre. Ainsi, un changement venant de l'intérieur semble, à l'heure actuelle, impossible. L'État d'Israël se trouve engagé dans une trajectoire suicidaire et dans une

entreprise de destruction d'autrui qui ne cesse de s'intensifier avec chaque jour qui passe. Le gouvernement israélien a abandonné ses citoyens tenus en otages (et les a parfois tués) ; il a délaissé les habitants du sud et du nord d'Israël, et, par ses actions, il sacrifie l'avenir de ses propres citoyens. Les Palestiniens citoyens d'Israël sont



persécutés et réduits au silence tant par le pouvoir que par l'opinion publique majoritaire. L'absence de pression internationale effective, la poursuite de l'approvisionnement d'Israël en armes, le maintien des accords de coopérations économiques, sécuritaires, scientifiques et culturelles réconfortent beaucoup d'Israéliens dans l'idée que la politique menée par leur gouvernement bénéficie... Pour notre avenir et pour l'avenir de tous les habitants d'Israël et de Palestine et des pays de la région, nous vous implorons : sauvez-nous de nous-mêmes ! Exercez une vraie pression internationale sur Israël pour un cessez-le-feu immédiat et durable.

"La ligne rouge a déjà été franchie".

**Des soldats israéliens annoncent qu'ils ne serviront plus dans l'armée sans accord sur les otages et un cessez-le-feu.**

La colère monte dans les rangs de l'armée israélienne. Près de 130 soldats israéliens ont adressé une lettre aux membres du gouvernement et au chef d'état-major de Tsahal annonçant qu'ils ne serviront plus dans l'armée si rien n'était fait pour la libération des otages encore aux mains du Hamas au sein de la bande de Gaza et sur un cessez-le-feu. « Il est désormais évident que la poursuite de la guerre à Gaza ne retarde pas seulement le retour des otages de leur captivité ; elle met également leur vie en danger. De nombreux otages ont été tués par des frappes de Tsahal, bien plus que ceux qui ont été secourus lors d'opérations militaires visant à les sauver. « Nous, qui servons et avons servi avec dévouement et au péril de notre vie, annonçons par la présente que si le gouvernement ne change pas immédiatement de cap et ne travaille pas à la conclusion d'un accord pour ramener les otages chez eux, nous ne pourrons pas continuer à servir », l'un des soldats affirme. J'ai signé cette lettre parce que le gouvernement a atteint le comble du cynisme. On aurait pu obtenir le retour des otages il y a déjà plusieurs mois. Sauf qu'on ait l'impression que ce n'est pas ce qu'il souhaite. Il semble préférer que la guerre se poursuive, comme ça, il n'y a pas d'élections et il reste au pouvoir.

### Avec le PCF je passe à l'action !

- \_\_\_\_\_ **J'adhère au Parti Communiste Français**
- \_\_\_\_\_ **Je souhaite recevoir l'Éveil numérique**
- \_\_\_\_\_ **Je souhaite recevoir les informations générales du PCF**

Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse .....  
Courriel : ..... Tél. ....

À retourner : **PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes**  
Tél : 06 44 74 40 87  
Courriel : [pcf.suresnes@wanadoo.fr](mailto:pcf.suresnes@wanadoo.fr) ou [PCFSuresnes@gmail.com](mailto:PCFSuresnes@gmail.com)